

Concours section : 3e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique CIVIL

N° Anonymat : XUVPA628 YW

Nombre de pages : 4

12.50/20

Concours : 3<sup>e</sup> concours

Epreuve : Cas pratique - Civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



QI: Contestation de l'ordonnance du juge aux affaires familiales

Monsieur D a reçu signification d'une décision le condamnant au paiement d'une contribution aux charges du mariage. Il souhaite contester l'ordonnance le condamnant, arguant qu'il n'a pas reçu notification de l'assignation relative à l'audience devant le juge aux affaires familiales (JAF).

Plusieurs voies de recours sont possibles, il s'agit de les examiner successivement.

Monsieur D peut contester la régularité de la signification effectuée par huissier. Il semble en effet que ce dernier n'a pas effectué les diligences suffisantes pour signifier la convocation. L'article 653 du Code de procédure civile (CPC) dispose que l'huissier dresse un procès verbal si la personne à qui l'acte doit être signifié n'a ni domicile, ni résidence, ni lieu de travail connu. La jurisprudence précise que l'huissier doit effectuer les diligences suffisantes pour trouver le destinataire. Cela consiste notamment à rechercher la nouvelle adresse du destinataire (Civ 2<sup>e</sup>, 75 nov. 2015). Or l'huissier n'a eu l'espèce pas effectué ces diligences : il n'a visiblement pas cherché à connaître la nouvelle adresse de Monsieur D et n'a pas réussi à le trouver sur son lieu de travail alors même que Monsieur D y travaillait les jours de son passage. Par ailleurs l'huissier s'est contenté de laisser un message vocal sur le téléphone de Monsieur D (en outre sur un faux numéro), alors qu'il aurait dû, ne pouvant le trouver, lui envoyer une copie du procès-verbal par courrier recommandé avec accusé de réception (art. 653, al. 2 C. civ.), ce qui n'a pas été fait. Il apparaît donc que la signification

N°

J.J.G.



est nulle.

Cependant le jugement ayant <sup>été</sup> rendu, il n'est plus possible de soulever le vice de forme entachant l'acte de citation. Le jugement ayant été rendu par défaut, Monsieur D. peut <sup>inamovus</sup> former opposition (art. 572, Civ.). Il pourra alors être entendu par le juge et faire valoir ses droits lors de la nouvelle instance.

## Q2: Demande en divorce suite à une requête en séparation de corps

Madame D. a déposé en juin 2016 une requête en séparation de corps devant le JAF. L'article 237 du Code civil dispose que l'époux contre lequel est présentée une demande de séparation de corps peut former une demande reconventionnelle en divorce. Monsieur D. peut donc déposer une demande reconventionnelle, selon les dispositions de l'article 7075 et suivants du Code de procédure civile.

## Q3: Pension alimentaire dans le cadre d'un jugement de séparation de corps

Monsieur D. souhaite éviter de verser une pension alimentaire à son épouse avec qui il serait séparé de corps.

La séparation de corps ne dissout pas le mariage, mais elle met seulement fin au devoir de cohabitation des époux (art. 239 Civ.). Les autres devoirs et obligations entre époux issus du mariage sont maintenus. Ainsi l'article 303 du Code civil précise que la séparation de corps laisse subsister le devoir de secours. Le jugement de séparation de corps fixe la pension alimentaire due à l'époux qui est dans le besoin (l'art. 2 du même article précise encore que cette pension est attribuée sans considération des torts, mais renvoie à l'art. 202, al. 2 du Code civil qui permet au juge de décharger le débiteur de tout ou partie de sa dette alimentaire en cas de manquement grave du créancier à ses obligations envers le débiteur).

En l'espèce Monsieur D. a toujours subvenu seul aux besoins de sa famille. On peut en déduire que Madame D. ne travaille pas, et qu'elle est donc le conjoint en situation de besoin. Il semble



donc, par une juste application de l'article 303 du Code civil, qu'elle pourra bénéficier d'une pension alimentaire versée par son époux séparé de corps au titre du devoir de secours.

Monsieur D peut objecter le comportement de sa femme, et notamment l'infidélité qu'il a découverte au travers de données circulant sur internet, en application de l'art. 207, al. 2. Cependant il semble peu probable que le juge considère l'infidélité de Madame D., quand bien même elle serait avérée, comme un manquement grave à ses obligations envers son époux. La jurisprudence est en effet assez protectrice des conjoints d'une obligation alimentaire résultant d'un devoir de secours. Par conséquent Monsieur D. ne pourra vraisemblablement pas éviter la mise à sa charge par le jugement de séparation de corps d'une pension alimentaire au profit de son épouse.

#### Q4 : Nullité du mandat de protection future

Monsieur D souhaite faire déclarer nul le mandat de protection future consenti par son père par acte du 26 mai 2017.

Le père de Monsieur D a été placé sous curatelle par un jugement du 2 juillet 2016. Les actes qu'il a passés avant cette date sont par principes valides, aucune mesure de protection n'ayant été prise avant cette date. Cependant Monsieur D peut tenter de faire valoir la nullité du mandat de protection future consenti pour vice de consentement.

L'article 1103 ancien du Code civil, valable avant l'entrée en application le 1<sup>er</sup> octobre 2016 de la réforme du droit des contrats, fait du consentement de la partie qui s'oblige l'une des conditions essentielles à la validité des conventions. Or le mandat de protection future est considéré comme un contrat (art. 1386 Cciv). Il doit donc, pour être valable, avoir été conclu, au passif, par une personne disposant d'une volonté libre.

L'art. 476-I du Code civil dispose que pour faire un acte valable, il faut être sain d'esprit. Monsieur D pourrait soutenir la nullité du mandat en apportant la preuve que les facultés mentales de son père étaient affaiblies.

Cependant la nullité pour défaut de consentement est une nullité relative, qui ne peut être soulevée que par la personne qui s'en prévaut, et dont le délai de prescription est de 5 ans. (art. 1304, anc.)

En l'espèce le mandat de protection future a été consenti par le père de Monsieur D le 26 mai 2011. La nullité pour vice de consentement ne pouvant être soulevée que par lui jusqu'au 26 mai 2016. Ces conditions n'étant pas réunies, Monsieur D ne pourra pas faire débiter nul ce mandat.

### QS: Curatelle

La mesure de curatelle décidée en juillet 2016 ne met pas obstacle à la mise à exécution du mandat de protection future. Cependant le juge des tutelles peut décider de la révocation du mandat pour ordonner une mise sous curatelle de Monsieur D. (art. 483 (civ)).